

"C'est intenable et dangereux pour les patients" : les radiologues s'inquiètent de la baisse de 300 millions d'euros d'économies dans leur profession



Éric Chavigny, radiologue à Dax et vice-président de la FNMR, fait partie des grévistes. • © Christèle Arfel - France 3 Aquitaine

Écrit par **Mickaël Duché** et **Franck Leconte**

Publié le 10/11/2025 à 17h05

France Télévisions utilise votre adresse e-mail afin de vous envoyer la newsletter "La Quotidienne Société". Vous pouvez vous désinscrire à tout moment via le lien en bas de cette newsletter. [Notre politique de confidentialité](#)

L'appel à la grève a eu un écho strident. Ce lundi 10 novembre, la Fédération nationale des médecins radiologues (FNMR) assure que 80 % des 4 800 radiologues libéraux ont suivi le mouvement à l'échelle nationale. Soit la plus grande mobilisation du secteur depuis plus de dix ans.

Dans le viseur de la profession : les 300 millions d'euros d'économies que l'Assurance maladie prévoit de réaliser d'ici à 2027. Pour atteindre cet objectif, elle envisage notamment une baisse des montants remboursés sur l'ensemble des actes pratiqués par les radiologues.

Besoin de matériel coûteux et à la pointe

À l'unisson de ses confrères, Éric Chavigny alerte sur le danger que cette diminution fait peser sur les patients. *"Cette mesure va vraiment compliquer la gestion des structures d'imagerie qui ont de gros besoins*

en investissement, lance le radiologue libéral, installé au Médipôle de l'aérodrome de Dax, dans les Landes. C'est médicalement intenable et dangereux pour les patients."

Un matériel aussi coûteux qu'essentiel selon le radiologue. "*Il permet de faire des dépistages de pathologies cardiaques et pulmonaires, mais aussi des actes de radiologie interventionnelle sous scanner*", argue-t-il.

On nous propose de garder le matériel plus longtemps, mais c'est intenable médicalement. Même au niveau de l'informatique, il faut changer un scanner ou un IRM tous les 7 ans.

Éric Chavigny

Radiologue et vice-président de la FNMR

Autre menace soulevée, la modernité des machines permet également de réduire les risques, notamment liés à l'exposition aux rayons X. "*Chaque nouvelle machine nous permet de réduire la dose de rayons X que l'on administre aux patients ainsi que la quantité de produits de contraste injectés*, détaille Éric Chavigny, également vice-président de la FNMR. *Nous ne pourrons plus avoir ces évolutions en cas de baisse des tarifs.*"

Un danger pour les patients

La qualité de la prise en charge des patients est ainsi présentée comme la source principale des revendications. Plus particulièrement, les professionnels du secteur redoutent la fermeture des petites structures dans les territoires reculés. "*Mimizan est un désert médical qui a été amélioré par la mise en place d'un scanner il y a une dizaine d'années*", avance, de son côté, le docteur Laurence Saucher Gayraud, qui y exerce son activité.

Depuis, une IRM a complété l'arsenal, un nouveau cabinet a été construit et les services d'urgences des hôpitaux de proximité sont moins sollicités. Mais pour l'ancienne radiologue hospitalière, ce nouveau parcours de soins proposé dans les Landes est fortement compromis par les 300 millions d'euros d'économie demandés à l'horizon 2027.

"Rentabilité élevée"

Toutes ces craintes ont été balayées par le directeur de l'Assurance maladie, Thomas Fatôme. "Cette baisse de tarifs concerne un secteur qui affiche une rentabilité très élevée. Elle ne va pas remettre en cause la viabilité de la radiologie dans notre pays, ni les conditions d'accès aux soins, dans un secteur qui est par ailleurs extrêmement dynamique", a-t-il avancé ce vendredi 7 novembre, auprès de l'AFP.

Cela va rester très rentable, heureusement, d'investir dans un appareil d'IRM ou un scanner.

Thomas Fatôme, directeur de l'Assurance maladie

AFP

Thomas Fatôme s'est notamment appuyé sur un rapport de l'Inspection générale des affaires sociales (Igas) et de l'Inspection générale des finances (IGF), paru le 15 juillet, qui atteste que les radiologues exerçant au moins en partie en libéral font "*partie des spécialités de médecine les mieux rémunérées*".

Des dizaines de patients ont tout de même afflué avant de rentrer chez eux. Ils devront revenir mercredi. • © Christele Arfel - France 3 Aquitaine

Selon lui, la nouvelle grille tarifaire, entrée en vigueur le 5 novembre, va simplement entraîner un ralentissement des dépenses "*d'un*

tiers", par rapport à la progression attendue d'ici à 2027, évaluée à un milliard.

Une position qui n'a pas calmé les ardeurs des grévistes, loin de là. La FNMR déplore l'absence de dialogue entre les médecins et l'Assurance maladie depuis de nombreux mois et demande l'ouverture de nouvelles négociations. "*Nous avions proposé des mesures pour réaliser 299 millions d'euros d'économie sur de l'organisationnel et de la pertinence de soins sans pénaliser les patients*", retrace Éric Chavigny. Il sera d'ailleurs reçu ce lundi après-midi par le responsable de la CPAM des Landes, signe que la mobilisation de ce lundi aura au moins eu le mérite de relancer certaines discussions.